

## FRONT DE GAUCHE GENNEVILLOIS

GENNEVILLIERS :  
UNE VILLE SOLIDAIRE  
FACE AUX INÉGALITÉS

Fabienne Moreau

Le mois d'avril marque le retour du printemps et des vacances scolaires, moments de repos et de découverte. Pourtant, toutes les familles ne peuvent en profiter. Selon l'Insee, 1,2 million d'enfants vivent dans des foyers où les parents n'ont pas les moyens de partir en congé. Une réalité qui creuse les inégalités sociales et prive de nombreux enfants d'expériences essentielles à leur épanouissement.

À Gennevilliers, nous refusons cette fatalité. Conscients des difficultés rencontrées par de nombreuses familles, nous mettons en place des dispositifs pour garantir à tous l'accès aux loisirs et aux vacances. L'OML propose des séjours subventionnés, avec des aides spécifiques, notamment pour les demandeurs d'emploi. Des échelonnements de paiement permettent d'alléger la charge financière et de favoriser l'accès à ces séjours.

La ville agit aussi toute l'année pour améliorer le quotidien des habitants. Les centres sociaux offrent des activités variées, et le CCAS accompagne les personnes en situation de précarité en facilitant l'accès aux droits et en proposant des aides pour le règlement des factures d'énergie ou encore des allocations de solidarité.

Les familles monoparentales sont particulièrement touchées par ces inégalités. La Ville leur apporte un soutien renforcé à travers ses dispositifs d'aides et d'accompagnement social.

Enfin, nous veillons à garantir une aide alimentaire régulière à celles et ceux qui en ont besoin. Plusieurs distributions ont lieu chaque année, avec un panier composé de produits essentiels. La prochaine se tiendra le 5 avril à 14h au gymnase Paul-Langevin.

Parce que l'accès aux loisirs et à des conditions de vie dignes ne doit pas être un luxe, Gennevilliers continue d'agir pour une ville plus juste et solidaire.

GROUPE SOCIALISTE,  
RÉPUBLICAIN, CITOYENGENNEVILLIERS MOBILISÉE  
POUR LES ENFANTS PORTEURS  
DE HANDICAP

Christophe Bernier

Cette année scolaire, la Ville accueille dans ses centres de loisirs plus de 225 enfants porteurs d'un handicap reconnu par la MDPH (dont 60 en accueil individualisé). Afin d'accueillir ces enfants aux besoins spécifiques dans les meilleures conditions, la Ville a formé de nombreux animateurs-rices. Elle a également mis en œuvre un livret d'accueil inclusif afin de faciliter la relation et l'accompagnement des familles.

La Municipalité a également fait le choix d'accueillir des structures afin de proposer aux enfants gennevillois et à leurs familles de nouvelles solutions de prises en charge. C'est le cas avec l'ouverture d'une UEMA (Unité d'Enseignement Maternelle Autisme) en 2020, d'une UEEA (Unité d'Enseignement Élémentaire Autisme) en 2023 et d'une crèche (EAJE) associée à un SESSAD (Maison de l'enfant Frida-Kahlo) en 2024.

La ville incite et accompagne les associations, les lieux de cultures à faciliter l'inclusion des enfants (et des adultes) porteurs de handicap aux activités : accès dans les clubs sportifs, dispositif Ciné Cool au cinéma Jean-Vigo, etc.

Beaucoup reste à faire afin de mieux comprendre et mieux répondre aux besoins de ces enfants et de leurs familles. Face aux carences de l'État, face au manque de moyens pour la MDPH, la ville se tient et se tiendra au côté des familles des enfants porteurs de handicap. C'est un devoir de solidarité et de soutien pour que chacun et chacune puisse s'épanouir à Gennevilliers.

GENNEVILLIERS-ÉCOLOGIE/  
EUROPE ÉCOLOGIE-LES VERTSCONTRIBUTION  
NON PARVENUE

## UNION DES GENNEVILLOIS.E.S

CHLORDÉCONE : UNE NOUVELLE  
VICTOIRE POUR LES VICTIMES

Sonia Blanc

En 1990, le chlordécone est interdit en France en raison de sa toxicité, mais continue d'être utilisé dans les bananeraies de Guadeloupe et de Martinique jusqu'en 1993.

Aujourd'hui, les sols, les nappes phréatiques et les milieux marins de ces îles françaises sont pollués. On estime que plus de 90% de leur population adulte est contaminée par ce pesticide, et on y constate un taux d'incidence du cancer de la prostate parmi les plus élevés au monde.

Pourtant ce scandale sanitaire reste méconnu d'une importante partie de la population qui ignore encore que cette substance toxique a des effets néfastes attestés sur le système nerveux, la reproduction et le fonctionnement de certains organes vitaux tels que le cœur, le foie et le rein.

Plusieurs décennies de combat auront mené, en 2022, à un premier arrêt du tribunal administratif de Paris reconnaissant des négligences fautives des autorités françaises.

Dans un arrêt du 11 mars 2025, la cour administrative d'appel de Paris a non seulement confirmé la responsabilité de l'État en accordant des autorisations de vente de cette substance particulièrement toxique, mais a également estimé qu'une dizaine de victimes devaient être indemnisées au titre du préjudice d'anxiété résultant de l'exposition au chlordécone et en conséquence de la conscience de courir un risque de développer une pathologie grave.

À l'échelle des 1 300 requérants qui ont saisi la juridiction pour obtenir l'indemnisation de ce préjudice, il s'agit d'une petite victoire. On peut toutefois aspirer à une évolution similaire à celle intervenue, au bout de quatre-vingt-dix années de combat, pour obtenir la reconnaissance et l'indemnisation des victimes de l'amiante. La santé, tout comme l'éducation sont des droits pour lesquels nous devons encore et toujours combattre, et sont au centre de l'action de la municipalité aux côtés et pour l'ensemble des Gennevilloises et Gennevillois.

## ENSEMBLE POUR GENNEVILLIERS

CONTRIBUTION  
NON PARVENUE

## LES GENNEVILLOIS

LES INCIVILITÉS  
EN LIGNE DE MIRE

Lætitia Ghirardi

Ici, à Gennevilliers, les incivilités font partie du quotidien d'un trop grand nombre d'habitants. Elles sont le fruit d'un laisser-faire, d'un laxisme qui est l'ADN même de cette majorité sortante, qui ne prend ses responsabilités qu'à de trop rares occasions, et qui, la plupart du temps, se contente d'opérations de communication stériles, qui ne règlent rien sur le fond.

Or, pour vivre dans de bonnes conditions, la résolution de ces incivilités constitue un préalable incontournable. La nuit, certaines familles ne parviennent pas à trouver le sommeil à cause des nuisances sonores qui règnent dehors, aux abords de leur logement. Le jour, des individus ne respectent pas les règles élémentaires du vivre ensemble, de respect de l'autre.

Trop souvent, des délinquants déversent leurs ordures sur la voie publique, consomment des substances interdites au vu et au su de tous, urinent sur les bâtiments - parfois même sur nos lieux de culte - font preuve d'agressivité, manquent de respect à nos anciens, donnent le mauvais exemple à nos enfants... Et cette liste est loin d'être exhaustive, malheureusement.

Face à ces actes qui détériorent sensiblement la qualité de vie dans notre commune, auxquels il faut ajouter les faits d'insécurité réelle, la réponse politique de cette majorité est invariablement la même : c'est de la faute exclusive des habitants, qui ne savent pas se tenir. Or, quand on est élu, on se doit de garantir un cadre sécurisant à ses concitoyens, de traiter les problèmes.

Faire des vidéos pour dénoncer les ravages du protoxyde d'azote, c'est bien ; mais quels sont les moyens concrets mis en œuvre par la municipalité pour endiguer ce fléau qui ruine la santé de nos jeunes ? Vouloir mettre en place une « psychiatrie populaire » : quelle idée loufoque ! S'il faut œuvrer pour la santé mentale des gens, commençons par créer un cadre de vie normal.

Chères Gennevilloises, Chers Gennevillois, il est vraiment temps que ça change...

## LES RÉPUBLICAINS

NON AUX DÉLIRES  
GUERRIERS

Philippe Hallais

Notre Président nous a présenté ses élucubrations sur la situation internationale actuelle. Ses affirmations simplistes sont fondées sur la politique de la peur : la Russie nous en veut, notre patrie est en danger. De surcroît, il nous a annoncé d'importantes dépenses supplémentaires pour réarmer la France. Avec quels fonds ? Pas de réponse dans le discours présidentiel, d'autant qu'il n'a pas mentionné le plan vert européen qui plombe durement les finances des pays européens (Pour la France : 40 milliards par an actuellement, puis à terme 66 milliards).

L'heure est venue de faire un bilan de 8 ans d'incompétences et de désordres. Notre pays supporte une dette de 3 400 milliards d'euros, subit un ensauvagement sociétal, fait face à une décroissance industrielle et agricole due aux folies écologistes. Au regard de ce désastre, le Président utilise l'artifice des dirigeants non démocratiques, à savoir d'inventer un nouvel "ennemi héréditaire" : la Russie !

Gardons notre sang-froid : l'armée russe n'occupe que 15% du territoire ukrainien au bout de 3 ans de guerre. Le Président veut faire oublier tous ses échecs et ses manquements. Par ailleurs, il est particulièrement grave que soit mise en avant l'arme nucléaire française qui serait « partagée » avec les autres pays européens. Le déclenchement nucléaire français doit rester français. Toute autre disposition s'apparenterait à de la trahison.

Avant cette palinodie guerrière, le président s'est mis en scène dans le bureau ovale de D. Trump, puis dans les instances européennes où il a affirmé défendre les économies européennes contre les décisions américaines. Comme souvent notre dirigeant est contredit par la réalité : le PDG de CMA CGM, son ami personnel, va investir 20 milliards de dollars aux États-Unis y créant 10 000 emplois (le contrat a été signé dans le bureau de D. Trump !).

Il y a quelques années, un livre à succès s'intitulait *Ces malades qui nous gouvernent*. Peut-être faudrait-il se pencher sur la santé mentale de nos dirigeants.

LES CONTRIBUTIONS  
PUBLIÉES  
DANS CES PAGES  
N'ENGAGENT  
PAS LA RÉDACTION  
DE GENNEVILLIERS  
MAGAZINE